

Attentat de Conflans : « Le piège de nos débats se referme sur notre vie démocratique »

TRIBUNE

François Dubet

Sociologue

Entre droite et extrême droite, qui voient dans l'islam le terreau de l'islamisme, et gauche qui le considère comme la religion des opprimés, le sociologue François Dubet pointe, dans une tribune au « Monde », le danger de rhétoriques conduisant à envisager le monde social en termes de « communautés ».

Tribune. Quelques jours après l'assassinat de Samuel Paty, le piège se referme sur nos débats et nous enfoncera plus encore dans une crise politique et morale. A la suite de l'émotion provoquée par un meurtre atroce, les leaders politiques, les intellectuels et les opinions se déchirent et mobilisent des interprétations toutes faites, réduisant les individus au rôle de pantins dans un scénario connu déjà d'avance et sans issue.

D'un côté, celui de la droite et de l'extrême droite, mais pas seulement, où l'ennemi est tout désigné : l'islam est le terreau, on dit désormais « l'écosystème », de l'islamisme. Dès lors, le soupçon porte sur tous les musulmans, et peu importent la foi personnelle et les déclarations républicaines de nombreux responsables musulmans. Il faut passer à l'offensive. On dénonce le « laxisme » et la « lâcheté » des institutions. Le vocabulaire militaire s'impose puisque, si tous les musulmans ne sont pas terroristes, tous peuvent être soupçonnés d'en être les complices. Il suffirait alors d'un fou pour que cette complaisance cachée engendre le crime. Au fond, les musulmans auraient provoqué ce qui leur arrive.

Chantres d'une laïcité dure

Par un étrange renversement de l'histoire politique de notre pays, les droites et l'extrême droite se font les chantres d'une laïcité dure, bien plus dure qu'elle le fut, dans laquelle le fait de se sentir blessé par un dessin blasphématoire ou de porter un foulard serait un signe de défiance envers la République et un quasi-appel au meurtre. Il va de soi que cette rhétorique et les pratiques qui vont avec renforceront nécessairement le séparatisme qu'elles dénoncent. Ici, tout le mal est dans la religion elle-même.

Article réservé à nos abonnés [Lire aussi « Il faut agir et il est déjà tard » : la droite lance les grandes manœuvres contre l'islamisme](#)

De l'autre côté, celui de l'extrême gauche, d'une partie de la gauche, mais pas seulement, dans lequel la religion disparaît derrière le social. Puisqu'il est incontestable que les musulmans de France sont plus pauvres, et surtout plus discriminés que les autres citoyens, l'islam est la religion des opprimés et toute critique de l'islam devient une manifestation d'islamophobie, une manifestation de la lutte des classes et une répétition de l'histoire coloniale. Le camp naguère laïque, anticlérical et athée, défend la religion des humiliés,

quitte à passer sous silence ses dimensions antidémocratiques, notamment à l'égard des femmes, quitte à ignorer les croyances elles-mêmes en les réduisant à un problème social. La religion reste l'opium du peuple opprimé, mais on devrait défendre cet opium parce qu'il est celui du peuple.

Article réservé à nos abonnés **Lire aussi** [A gauche, l'appel à l'unité face aux accusations de laxisme](#)

Alors que le camp de la droite s'efforce de montrer que tous les musulmans sont, de fait, plus ou moins complices de l'islamisme, le camp adverse essaie de démontrer qu'il n'y aurait aucun lien entre l'islam et les meurtres commis au nom d'Allah. Bien sûr, ce camp défend la laïcité, tout en suggérant parfois que ceux qui combattent les terroristes « l'ont bien cherché », de manière symétriquement inverse à ceux qui croient que tous les musulmans « l'ont bien cherché » eux aussi.

Le piège de ces rhétoriques se referme sur les musulmans de France assignés à leur « communauté» et à leur religion par les uns, assignés à la domination, aux discriminations, au racisme par les autres. Dans les deux cas, les indignations, les compassions et les postures va-t-en-guerre effacent les voix déjà trop timides des acteurs concernés ; de ceux qui veulent, à la fois, vivre dans le pays où ils sont nés et croire dans ses institutions, pays où, souvent, sont nés leurs parents, et que nous continuons pourtant à désigner comme des immigrés. Ils ne sont ni la cause de nos malheurs ni de simples victimes muettes. Pourquoi ne pas les considérer comme des citoyens dont aucun n'est totalement musulman, pas plus que les autres ne sont totalement catholiques, athées, de droite, de gauche ou plus encore indifférents ?

Bénéfices politiques

Le piège de nos débats ne se referme pas seulement sur les musulmans. Il se referme aussi sur notre vie démocratique. En construisant une alternative sans issue, il va de soi que beaucoup de responsables et de « grandes voix » visent davantage à tirer des bénéfices politiques qu'à résoudre des problèmes culturels et sociaux. Au rythme où nous allons, les chaînes d'information en continu ne sont plus la caricature de nos débats, elles en sont déjà l'essence même. Mais le piège n'est pas seulement de penser qu'il faudrait choisir entre Zemmour et les Indigènes de la République, il est aussi de nous conduire à voir le monde social en termes de communautés, à commencer par la communauté majoritaire, celle qui se sentait oubliée sur les ronds-points des « gilets jaunes », celle qui ne vote plus, votre contre ou vote « mal ». Celle qui combat le « séparatisme » mais se sent déjà séparée du mouvement de l'histoire et de la vie démocratique, celle qui rêve d'un retour de la société nationale homogène et de la République autoritaire.

Définissons le statut d'une religion qui n'a pas d'Eglise, faisons confiance aux enseignants pour construire une laïcité qui protège le droit de croire et de ne pas croire, plutôt que de rêver d'une laïcité qui ne serait que la suprématie du national, combattons résolument les inégalités, les discriminations et le racisme... Alors nous vaincrons le terrorisme plus efficacement qu'en instrumentalisant l'horreur pour mieux préparer les prochaines élections.

François Dubet, sociologue, est directeur de recherche à l'Ehess et professeur à l'université de Bordeaux-II. Son dernier ouvrage, coécrit avec Marie Duru-Bellat, *L'école peut-elle sauver la démocratie ?* a paru au Seuil (240 p., 17 €).